

[Imputation budgétaire]  
[Donnée 2]  
[Donnée 3]  
[Donnée 4]



Ministère de [...]

**Arrêté n° [...]**  
**portant placement en congé parental**

**Le [La] ministre [...],**

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre Ier du livre V de la partie législative ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 2022-633 du 22 avril 2022 relatif à la protection sociale complémentaire en matière de couverture des frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu la pièce fournie par l'intéressé[e] ;

Vu la demande de l'intéressé[e],

**Arrêt[e] :**

- Article 1er** : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], [Grade/GEF], [Echelon], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], est placé[e], sur sa demande, en position de congé parental, au titre de son enfant, [[Nom de l'enfant] [Prénom de l'enfant], né le [...]], à compter du [...] jusqu'au [...] inclus.  
[\*SI ENFANT(S) LÉGALEMENT ÉTABLI(S)\*]
- Article 1er bis** : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], [Grade/GEF], [Echelon], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], est placé[e], sur sa demande, en position de congé parental, au titre de son enfant, [[Nom de l'enfant] [Prénom de l'enfant], arrivé au foyer le [...]], à compter du [...] jusqu'au [...] inclus.  
[\*SI ENFANT(S) ADOPTÉ(S) OU RECUEILLI(S)\*]
- Article 2** : Dans cette position, [M. / Mme] [Nom] [Prénom] ne perçoit aucun traitement mais conserve ses droits à l'avancement d'échelon et de grade du [...] au [...]. A compter du [...], l'intéressé[e] n'acquiert pas de droits à l'avancement d'échelon et de grade considérant qu'[il (elle)] a atteint la limite des cinq ans prévus par la réglementation en vigueur.
- Article 3** : Dans cette situation, l'intéressé[e] continue à bénéficier et à cotiser au contrat de la protection sociale complémentaire prévu par le décret n° 2022-633 du 22 avril 2022 sauf [s'il (si elle)] est concerné[e] par l'un des cas de dispense d'adhésion prévu à l'article 3 de ce décret.
- Article 4** : Cette période peut être prise en compte dans la constitution du droit à pension dans les conditions et limites prévues aux articles L9 et R9 du code des pensions civiles et militaires de retraite susvisé.

- Article 5** : La demande de renouvellement du congé parental doit être formulée par l'intéressé[e] auprès de son administration, un mois au moins avant l'expiration de la période en cours, sous peine de cessation de plein droit du bénéfice du congé.
- Article 6** : La demande de réintégration doit être formulée par l'intéressé[e] auprès de son administration, un mois au moins avant l'expiration du congé parental.
- Article 7** : La durée du congé parental peut être écourtée à la demande de l'intéressé[e].
- Article 8** : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.  
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).
- Article 9** : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...]] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]